

**Conseil permanent de la Francophonie**  
**Intervention de M. Pierre Baillet, Secrétaire permanent de l'AIMF**  
**Monaco, octobre 2019**

Excellence, Mesdames et Messieurs les Représentants personnels,

Depuis notre précédente rencontre, les maires francophones ont, individuellement ou collectivement, fait beaucoup pour l'image et le rayonnement de notre Francophonie :

- D'abord, je tiens à vous dire qu'ils ont été nombreux à se retrouver du 30 août au 1<sup>er</sup> septembre 2019 à Düsseldorf, pour affirmer la force de notre engagement sur le vivre ensemble. Ils ont été nombreux de notre espace géographique, notamment africain, pour s'engager sur la déclaration commune, mais aussi pour témoigner de leur engagement en faveur de l'intégration des femmes, des jeunes, aux côtés de Montréal, de Douala ou de Dakar.
- Toujours pour aller dans le sens du mieux vivre ensemble, Abidjan et Bobo-Dioulasso se sont retrouvées pour partager leur expérience en matière de renforcement des services de planification familiale et de santé reproductive chez les jeunes. La société civile, les chefferies traditionnelles, ont longuement échangé entre pairs sur les politiques locales de promotion de la planification familiale et sur les grossesses de plus en plus précoces dans les collèges. Ensemble, ils ont participé à la journée de lutte contre le VIH, qui a concerné plus de 5 000 personnes, contrôlées gratuitement au niveau de Yopougon et d'Attécoubé.

Les maires francophones sont des femmes et des hommes très engagés en matière de santé.

Ils le sont aussi pour mettre en œuvre des initiatives concrètes d'insertion socio-économiques des jeunes.

- Un projet a ainsi été lancé dans 3 régions de Côte d'Ivoire durant cet été. Il est cofinancé par l'Union européenne et l'AIMF, pour un montant total de 670 000 €. L'initiative concerne les régions de Tonkpi, de Kabadougou et de San Pedro.
- Nous avons aussi mis en relation, durant cet été, les associations des maires du Bénin et de Djibouti qui se sont rencontrées à Cotonou, avec le soutien de l'AIMF, à la demande de Djibouti et de sa mairesse, la dynamique Mme Fatouma Awaleh Osman. L'Association des maires de Djibouti est une jeune association d'autorités locales créée en février 2016 et regroupe les 6 collectivités territoriales du pays (ville de Djibouti, régions d'Arta, d'Ali-Sabieh, de Dikhil, de Tadjourah et d'Obock)

En août, un atelier de formation sur la stratégie de communication d'influence et de plaidoyer a été organisé au profit des membres du Bureau et du secrétariat permanent de l'Association nationale des collectivités locales de Djibouti.

- Et nous avons poursuivi nos opérations à Vientiane, à Siem Reap et à Phnom Penh, pour structurer le secteur de l'assainissement, source de bien des maladies.

- A Tbilissi, nous nous sommes engagés dans un programme d'appui au musée de la Soie.
- A Rubavu, au Rwanda, nous initions un programme de sport et santé en faveur des jeunes filles.
- A Dakar, nous lançons un projet d'école pour les entrepreneurs et la construction d'un skate-park, équipement tout nouveau en Afrique, qui, nous l'espérons, sera inauguré aux Jeux olympiques de la jeunesse.
- A Bukavu, sur le lac Kivu, nous finançons des projets de pisciculture.
- Dans le gouvernorat de Sharkeya, en Egypte, nous équipons une aile de l'hôpital et nous nous engageons dans une opération de gestion des déchets solides.
- Ensemble, les maires de notre réseau se sont engagés dans une réflexion sur l'importance de la norme, afin de rendre leur gestion plus efficace. Ils se sont retrouvés à Paris avec les experts pour en fixer les orientations, puis à Yaoundé. L'autre sujet sur lequel nous nous sommes engagés concerne la gestion des données numériques, nouveaux outils de gouvernance.

Mais je risque de ne pouvoir aller au bout de tout ce que nous avons engagé.

Je voudrais donc, pour terminer, insister sur notre manière de faire.

- Tout d'abord, nous veillons au faire ensemble avec d'autres acteurs. Les journalistes, afin de développer un réseau de journalistes pour faire évoluer la prise en compte des problèmes locaux au niveau national. Cela a eu pour conséquence un accroissement des articles sur ces questions. Nous nous impliquons aussi auprès des élus nationaux afin que les plaidoyers des autorités locales soient portés par des propositions de lois.
- Nos projets sont aux services de valeurs qui rendent la gouvernance locale toujours plus humaine, soucieuse des différences et de leur respect.
- Tous concourent à donner plus d'autonomie et d'autorité aux villes, en les aidant à créer des services à la fois durables et appropriés aux problématiques locales, notamment en matière de gestion de l'eau ou des déchets.
- Tous concourent à l'amélioration des relations entre les citoyens. Le plus bel exemple est celui de Yopougon, avec la création d'une médiathèque, mère d'autres services culturels, afin de mieux les coordonner et les dynamiser, avec son conseil communal pour les jeunes. Un projet important, d'un million d'euros.
- Tous sont soucieux de notre engagement en faveur des objectifs du millénaire et de la lutte contre le changement climatique, notamment en greffant autant que faire se peut, l'appui aux énergies renouvelables, ce que nous faisons au Cameroun, en soutien aux femmes maires de 7 communes. Là encore, un budget de plus d'un million d'euros.

- Ce souci de toujours être en phase avec les objectifs de développement internationaux, nous le cultivons dans des séminaires restreints où nous retrouvons bailleurs et experts venus des villes membres, afin d'identifier les enjeux actuels et à venir, en se projetant au-delà de 2021, en capitalisant sur ce qui est fait et en suscitant de nouvelles synergies.

Excellences, voilà 3 mois de l'activité de votre opérateur pour les collectivités locales.